

MIDI-PYRENEES PREVENTION

Association Loi 1901

2 rue Georges Vivent
31065 TOULOUSE Cedex 9

Préfecture de la Haute-Garonne n° W313025543

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022



Audit et commissariat aux comptes

MIDI-PYRENEES PREVENTION
Association Loi 1901

2 rue Georges Vivent
31065 TOULOUSE Cedex 9

Préfecture de la Haute-Garonne n° W313025543

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée générale de l' Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association MIDI-PYRENEES PREVENTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Bureau et dans les autres documents adressés aux Membres de l'Assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à TOULOUSE, le 28 juin 2023



Denis LESPRIIT, Commissaire aux comptes



Pour @ec Audit,

Stéphane KLUTSCH, Commissaire aux comptes

**ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2022 12			Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...						
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I						
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 064		9 064	52 924	-43 859	-82.87
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres						
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
Comptes de Régularisation	Disponibilités	673 588		673 588	748 513	-74 924	-10.01
	Charges constatées d'avance (2)						
	Total II	682 653		682 653	801 436	-118 784	-14.82
	Frais d'émission des emprunts (III)						
Comptes de Régularisation	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		682 653		682 653	801 436	-118 784	-14.82



(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2022 12	Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires	220 000	220 000		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	147 742	92 329	55 413	60.02
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-97 742	55 413	-153 155	-276.39
	Situation nette (sous total)	269 999	367 742	-97 742	-26.58
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total I	269 999	367 742	-97 742	-26.58
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	1 925	24 005	-22 080	-91.98
	Total II	1 925	24 005	-22 080	-91.98
DETTE (I)	Provisions pour risques				
	Provisions pour charges				
DETTES (I)	Total III				
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	340 226	308 657	31 568	10.23
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	62 072	97 898	-35 826	-36.60
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	8 431	3 134	5 297	169.02
	Instruments de trésorerie				
DETTE (I)	Produits constatés d'avance				
	Total IV	410 729	409 690	1 039	0.25
	Ecarts de conversion passifs (1)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	682 653	801 436	-118 784	-14.82

(1) Dont plus d'un an

(2) Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

409 690

COMPTE DE RESULTAT

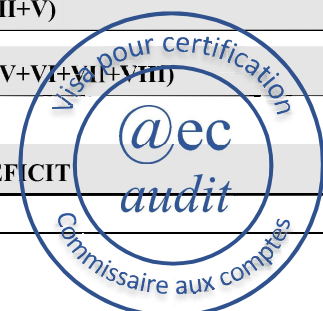
	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	2 459		1 500		959	63.93
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	693 809		644 500		49 309	7.65
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges						
Utilisations des fonds dédiés	24 005		20 126		3 879	19.27
Autres produits	158		20		138	691.25
Total I	720 431		666 146		54 285	8.15
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	873 371		579 303		294 068	50.76
Aides financières			-4 520		4 520	100.00
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires et traitements						
Charges sociales						
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	1 925		24 005		-22 080	-91.98
Autres charges	4 854		23 494		-18 640	-79.34
Total II	880 150		622 283		257 868	41.44
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	-159 719		43 863		-203 582	-464.13



(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III						
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)						
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		-159 719		43 863	-203 582	-464.13
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		61 977		11 557	50 420	436.27
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		61 977		11 557	50 420	436.27
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion				8	-8	-100.00
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI				8	-8	-100.00
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		61 977		11 549	50 427	436.62
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		782 408		677 703	104 705	15.45
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		880 150		622 290	257 860	41.44
5. EXCEDENT OU DEFICIT		-97 742		55 413	-153 155	-276.39



ANNEXE 2022

MIDI-PYRENEES PREVENTION

1 Description de l'association

➤ Objet social de l'entité

L'association Midi-Pyrénées Prévention a pour objet de faciliter, d'améliorer, de promouvoir et de mettre en œuvre des actions de prévention de la santé, de la perte d'autonomie en faveur des seniors.

Ses objectifs principaux sont de :

- Contribuer à la lisibilité de la politique de prévention santé et de l'action sociale des différents organismes de protection sociale membres de l'association, auprès des bénéficiaires et des partenaires ;
- Favoriser une politique d'actions collectives de prévention santé notamment du « bien vieillir » des personnes en développant des actions de prévention ;
- Cibler les territoires prioritaires d'intervention en s'appuyant sur les données issues des diagnostics
- Faire appel à des professionnels spécialisés aux savoir-faire et aux compétences reconnus par un diplôme assurant les prestations dans le respect des normes en vigueur des bonnes pratiques professionnelles ainsi que les règles déontologiques ;
- Participer à toute structure de coopération et à tout réseau nécessaire à la réalisation de sa mission ;
- Mettre en place des démarches qualité et d'évaluation ;
- Partager des expériences et des pratiques professionnelles avec diffusion de référentiels nationaux inter-régimes ou élaboration de procédures de bonnes pratiques.



➤ Nature et Périmètre des missions sociales réalisées

La structure Midi-Pyrénées Prévention couvre la totalité du territoire de l'ex-région Midi-Pyrénées, elle a pour objet de porter de manière coordonnée et concertée les actions de préventions des trois régimes de retraite en faveur des seniors en s'inscrivant notamment dans les politiques déployées dans le cadre des Conférences des Financeurs.

Les actions menées sur le territoire s'articulent autour de différentes thématiques :

- Mémoire
- Sophrologie
- Nutrition
- Vitalité
- Bien-être
- ...

➤ Moyens mis en œuvre

M2P dispose d'une équipe opérationnelle de 5 personnes (3 personnels administratifs et 2 chargés de missions) qui pilote l'activité.

Les ateliers sont déployés sur le territoire sur les instructions de l'équipe de pilotage au travers de 4 structures de référents territoriaux regroupant 6 référents.

Le déroulement des ateliers se fait avec l'intervention de 70 à 80 animateurs par an.



2 Faits marquants de l'exercice

- **Reprise significative des actions en présentiel** et une baisse de 53% du nombre d'ateliers en ligne entre 2021 et 2022 :

	2021	2022	Evolution en nombre	Evolution en %
Nombre d'ateliers en ligne	239	112	-127	-53%
Nombre d'ateliers en présentiel	109	251	+142	+130%

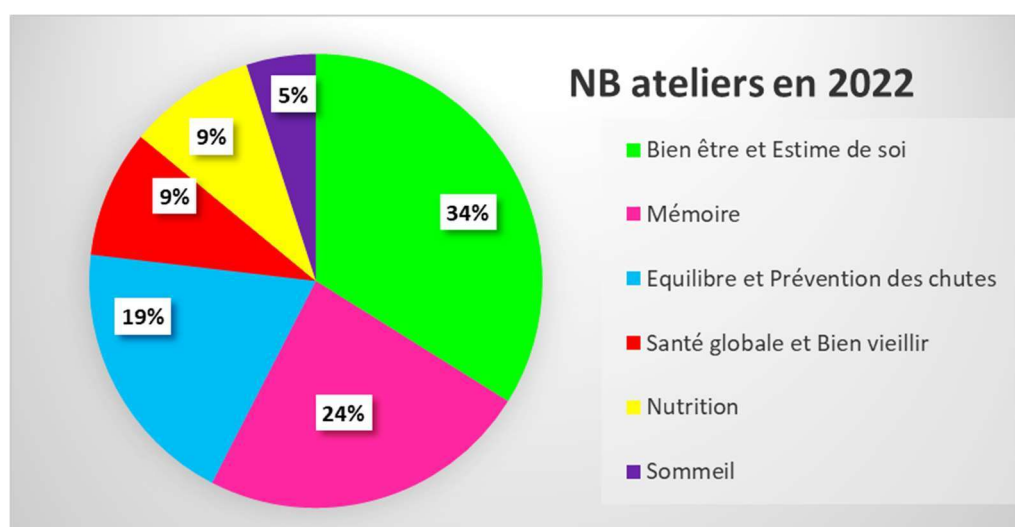
- **Renforcement du sentiment d'appartenance** au réseau M2P avec une rencontre en présentiel organisée en septembre 2022 avec les acteurs de l'association.

- **Dépassement de l'objectif annuel des 300 ateliers dans la limite fixée par le conseil d'administration du 8 Juillet 2022 :**

406 ateliers travaillés, 35 annulés (dont 36% sont des ateliers équilibre) et 8 reportés en 2023, **soit 363 ateliers réalisés auprès de 3615 participants**. En moyenne, le nombre de participants est de 10 contre 8 en 2021.

Globalement, le taux de participation aux ateliers est satisfaisant. 93% des inscrits aux ateliers en présentiel y participent. Pour les ateliers en ligne, ce taux est plus faible et se situe aux alentours de 75%.

Les ateliers se répartissent ainsi par thématique :



3 Règles et Méthodes comptables



Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

L'association recevant plus de 153 000€ de fonds provenant d'autorités administratives, un commissaire aux comptes a été désigné par le conseil d'administration lors de la séance du 29 mars 2017.

Les engagements fermes concernant les conventions contractées et signées avec les différents opérateurs sont comptabilisés en intégralités sur l'exercice.

Les fonds dédiés sont enregistrés au passif du bilan et correspondent à la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas encore pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Lorsque les ressources ou subventions sont accordées pour plusieurs exercices, elles sont réparties en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention ou, à défaut, au prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrites en "produits constatés d'avance".

Au cas particulier, les fonds dédiés sont constitués de la part du montant des financements, attribués par les collectivités locales dans le cadre des CFPPA, qui n'a pas été utilisée sur l'exercice mais pour laquelle l'engagement de l'association est toujours possible en année N+1 dans le cadre d'une utilisation conforme aux objets des conventions initiales correspondantes. Dans le cas contraire, les financements concernés sont comptabilisés en subvention à reverser. La détermination des fonds dédiés a été calculée au regard des bilan définitifs établis sur la base des prises en charges indiquées dans chaque convention de subvention.

➤ **Permanence des méthodes**

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.



4 Analyse des comptes



1.1 – Actif circulant

Les créances à l'actif circulant correspondent :

- Aux créances à court termes (moins d'un an) d'un total de 9 064.40€ :
 - DEPARTEMENT DU GERS : 4 564.40€
 - MSA MIDI PYRENEES SUD : 4 500.00€
- Au solde du compte courant (BNP Midi-Pyrénées Prévention) : 673 588.23€

1.2 – Passif

1.2.1 – Fonds associatifs

Les fonds propres de 269 099.06€ se constituent d'un fond associatif pour 220 000€, d'un report à nouveau pour 147 741.55€ et du résultat de l'exercice pour -97 742.49€.

1.2.2 – Fonds dédiés

L'état ci-dessous indique en détail la composition du montant de 1 925€ inscrit en fonds dédiés :

DEPARTEMENT	OBJET	NOTANT NOTIFIE	MONTANT VERSE	MONTANT CONSOMME	FONDS DEDIES	MONTANT A REVERSER
ARIEGE 09	2 JEMF - 4 SOPHRO - 3 CBE	24 287,00 €	24 287,00 €	23 192,14 €		1 094,86 €
AVEYRON 12	4 JEMF	7 059,00 €	7 059,00 €	5 883,00 €		0,00 €
	3 JEMF - 5 VITALITE - 2 CBE 2 SOPHRO	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €		0,00 €
HAUTE-GARONNE 31	1 JEMF	5 949,00 €	5 949,00 €	5 229,00 €		720,00 €
	4 CBE	5 947,00 €	5 947,00 €	5 885,00 €		62,00 €
	4 SOPHRO	6 861,00 €	6 861,00 €	6 549,00 €		312,00 €
GERG 32	4 DORMIR EN TOUTE SERENITE	11 411,00 €	6 846,60 €	11 411,00 €		0,00 €
LOT 46	2 NUTRI ACTIV - 2 SOPHRO 1 CBE	10 300,00 €	10 300,00 €	9 647,00 €		
HAUTES-PYRENEES 65	2 JEMF	3 755,00 €	3 755,00 €	3 755,00 €		-108,00 €
	4 SOPHRO	7 391,00 €	7 391,00 €	7 035,00 €		356,00 €
	3 CBE	5 804,00 €	5 804,00 €	3 555,00 €	1 925,00 €	324,00 €
TARN 81	2 JEMF	16 804,00 €	4 955,00 €	4 955,00 €		0,00 €
	3 SOPHRO		5 951,00 €	5 951,00 €		0,00 €
	4 CBE		5 898,00 €	5 898,00 €		0,00 €
TOTAL		120 568,00 €	116 003,60 €	113 945,14 €	1 925,00 €	2 760,86 €

3.2.3 – Dettes

Les dettes Fournisseurs et comptes rattachés sont de 340 225.62€ au 31/12/2022 et se décomposent ainsi :

- Dette Fournisseurs : 135 866.79€
- Ateliers et autres prestations non facturées : 132 968.83€
- Prestations référents territoriaux non facturées : 47 200.00€
- Appels à projet 2019 non facturés : 24 190.00€

Les subventions à rembourser d'un montant de 62 071.95€ se décomposent selon le détail ci-dessous :

DEPARTEMENT	EXERCICE DE RATTACHEMENT DE LA SUBVENTION	Subvention à rembourser (comptes 4431)
HAUTES-PYRENEES 65	2022	572,00€
ARIEGE 09	2022	1 094,86€
HAUTE-GARONNE 31	2022	1 094,00€
	SUBVENTION A REMBOURSER 2022	2 760,86€
AVEYRON 12	2021	2 630,00 €
HAUTE-GARONNE 31	2021	2 710,00 €
	SUBVENTION A REMBOURSER 2021	5 340,00 €
HAUTE-GARONNE 31	2020	4 837,40 €
LOT 46	2020	1 660,16 €
TARN 81	2020	14 946,07 €
	SUBVENTION A REMBOURSER 2020	21 443,63 €
TARN 81	2019	12 897,17 €
LOT 46	2019	5 424,00 €
HAUTE-GARONNE 31	2019	14 206,29 €
	SUBVENTION A REMBOURSER 2019	32 527,46 €
Total compte 4431		62 071.95 €



4 Résultats de l'activité 2022

4.1 – Produits

Le total des produits d'exploitation s'élève à 720 431€, constitués comme suit :

- Cotisations des membres fondateurs : 1 500€ (500€ x 3)
- Organisation conférences : 959€
- Utilisations des Fonds Dédiés : 24 005€
- Autres Produits : 158€
- Subventions allouées :

Organismes fondateurs	573 241,00	
CARSAT MIDI PYRENEES	425 247,00	74%
MSA Nord	70 968,00	12%
MSA Sud	72 026,00	13%
CAMIEG	5 000,00	1%
CFPPA	120 568,00	
Ariège	24 287,00	20%
Aveyron	22 059,00	18%
Gers	11 411,00	9%
Haute-Garonne	18 757,00	16%
Hautes-Pyrénées	16 950,00	14%
Lot	10 300,00	9%
Tarn	16 804,00	14%

4.2 – Charges

Les charges d'exploitation s'élèvent à 880 150€, elles se décomposent comme suit :

- Petits Achats : 9 141.43€

EQUIPEMENTS MATERIEL	6 347,84
EQUIPEMENTS SANITAIRE	1 440,00
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 353,59



- Prestations référents territoriaux : 228 800€

	Total	<i>En présentiel</i>	<i>En ligne</i>
ACTIONS MPS EXP SOCI	92 800,00	84 800,00	8 000,00
ACTIONS PREVA	67 150,00	58 400,00	8 750,00
ACTIONS ANS VIES AGES	40 050,00	32 800,00	7 250,00
ACTIONS FAMILLES RURALES 81	28 800,00	24 800,00	4 000,00

- Prestations animateurs et ateliers : 479 366.27€

	Total	<i>En présentiel</i>	<i>En ligne</i>
PREST GROUPE DE TRAVAIL	14 835,39		
CAMPAGNE APPELS SORTANTS	-		
CONFERENCE REUNION PUBLIQUE	4 235,08		
RESEAU ANIMATEUR	6 050,00		
SEANCES POST COVID	-		
ATELIERS NUTRITION	33 520,00	17 320,00	16 200,00
ATELIERS VITALITE	30 070,00	26 470,00	3 600,00
ATELIERS JEMF	42 690,00	42 690,00	-
JE BOUGE EN LIGNE	21 560,00	21 560,00	-
ATELIERS EQUILIBRE	55 660,00	55 660,00	-
ATELIERS MEMOIRE	18 080,00		18 080,00
ATELIERS MEMOIRE (PEPS EUREKA)	95 241,00	95 241,00	-
ATELIERS CAP BIEN ETRE	37 060,00	33 460,00	3 600,00
ATELIERS SOMMEIL	30 180,00	30 180,00	-
ATELIERS SOPHROLOGIE	76 124,80	53 949,80	22 175,00
ATELIERS TEST MOCA	11 980,00	-	-
ATELIERS TEST MMS	2 080,00	-	-

- Frais de missions : 82 332.11€

DEPLACEMENTS DIVERS	79 542,03
RECEPTIONS	2 790,08

- Frais de déplacement séminaire : 14 611.02€

FORMATION (Frais pédagogique)	2 700,00
FORMATION (Hébergement)	8 167,42
FORMATION (Déplacement)	3 743,60



- Autres services extérieurs : 59 120.07€

LOCATIONS DE SALLES	220,00
MAINTENANCE INFORMATIQUE	1 844,94
PRIMES D'ASSURANCE	29,10
HONORAIRES	-
HONORAIRES COMPTABLES	14 784,00
HONORAIRES CAC	5 778,00
PUBLICITE PUBLICATIONS RELATI	30 387,04
FRAIS AFFRANCHISSEMENT	4 488,26
SERVICES BANCAIRES	1 588,73

- Engagements à réaliser sur subvention attribuée : 1 925€
- Charges sur exercices antérieurs : 4 854€

5 Complément d'information relatif au bilan

5.1 Contributions Volontaires

Au regard des spécificités des personnes concourant au fonctionnement de l'association, il est apparu préférable de retenir le principe d'une valorisation qualitative faisant ressortir un temps de travail global à partir d'une évaluation individuelle.

Organisme	Personnels	ETP 2022
CARSAT	Pilotage et coordination	1,3
	Secrétariat	1
	Direction Financière et comptable	0,1
MSA Midi-Pyrénées Nord	Chargé de mission	0,5
MSA Midi-Pyrénées Sud	Chargé de mission	0,5
TOTAL		3,4



5.2 Tableau de variation des fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres avec droit de reprise	220 000				220 000
Report à nouveau	92 329	55 413		0	147 742
Excédent ou déficit de l'exercice	55 413	-55 413		97 742	-97 742
Situation nette	367 742			97 742	269 999
TOTAL I	367 742			97 742	269 999

5.3 Tableau de variation des fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation	24 005	1 925	24 005			1 925	
CFPPA 65 HAUTES-PYRENEES	9 168	1 925	9 168			1 925	
CFPPA 31 HAUTE-GARONNE	7 982		7 982				
CFPPA 81 TARN	6 855		6 855				
TOTAL	24 005	1 925	24 005			1 925	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Les ressources externes obtenues des dons, des legs ou via des subventions, affectées à des projets précis et non encore utilisés conformément à l'engagement pris à l'égard des financeurs sont portés en fin d'exercice au passif du bilan au poste « Fonds dédiés ». Au compte de résultat sont enregistrés :

- En charges dans le poste « engagements à réaliser sur ressources affectées », les dons et legs reçus dans l'exercice et non utilisés à la clôture
- En produits dans le poste « report des ressources non utilisées des exercices antérieurs », la reprise des sommes inscrites en fonds dédiés, au fur et à mesure que les dépenses relatives aux projets sont engagées.



5.4 Etat des échéances des créances et des dettes

Etats des dettes	Montant brut	A 1an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés				
Fournisseurs	135 866,79 €	135 866,79 €		
Factures non parvenues	204 358,83 €	204 358,83 €		
Département Hautes Pyrénées	8 431,00 €	8 431,00 €		
Subventions à reverser				
2019 SUB A REVERSER CFPPA 31	14 206,29 €	14 206,29 €		
2019 SUB A REVERSER CFPPA 46	5 424,00 €	5 424,00 €		
2019 SUB A REVERSER CFPPA 81	12 897,17 €	12 897,17 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 46	1 660,16 €	1 660,16 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 31	4 837,40 €	4 837,40 €		
2020 SUB A REVERSER CFPPA 81	14 946,07 €	14 946,07 €		
2021 SUB A REVERSER CFPPA 12	2 630,00 €	2 630,00 €		
2021 SUB A REVERSER CFPPA 31	2 710,00 €	2 710,00 €		
2022 SUB A REVERSER CFPPA 31	1 094,00 €	1 094,00 €		
2022 SUB A REVERSER CFPPA 65	572,00 €	573,00 €		
2022 SUB A REVERSER CFPPA 09	1 094,86 €	1 094,86 €		
TOTAL	410 728,57 €	410 728,57 €	0,00 €	0,00 €

5.5 Produits à recevoir

Néant



5.6 Charges à payer


Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	204 359
Total	204 359

Les charges à payer sont composées des Factures non parvenues relatives à des dépenses engagées et non encore facturées au 31/12/2022.

5.7 Engagement hors bilan

Néant



	<p align="center">NOTE AGO DU 7 JUILLET 2023</p>	<p align="center">Date : 07/07/2023</p>
<p align="center">Point N°2-5 : AFFECTATION DU RESULTAT DE 2022</p>		

AFFECTATION DU RESULTAT DE 2022

La Présidente de M2P, Carole Barbaste propose d'affecter la perte de l'exercice 2022 qui s'élève à -97 742,49 € de la manière suivante :

- Au compte « Report à nouveau »-97 742,49 euros

Dont le solde est désormais positif de 49 999,06 euros.

VOTE N°5/AGO :

Madame la Présidente invite les membres de l'Assemblée Générale à approuver l'affectation des résultats de l'exercice 2022.

VOTE N° 5 / AGO :

AFFECTATION DU DEFICIT DE 2022 EN REPORT A NOUVEAU